



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

**ASSEMBLEE NUMERIQUE EUROPEENNE
2022**

Paris, le 22 juin 2022
N°33

Lors de l'[Assemblée numérique](#) des 21 et 22 juin à Toulouse, la Commission européenne et la présidence française du Conseil de l'Union européenne ont organisé une session sur le maintien du soutien au secteur numérique ukrainien. Cette session a été marquée par le lancement d'une plateforme dédiée aux dons de technologies numériques à l'Ukraine.

Les ministres des États membres ont également signé une déclaration sur la transition climatique visant à réduire l'empreinte environnementale du secteur numérique, et ont échangé sur des actions concrètes ayant pour but de renforcer le rôle de premier plan joué par l'UE dans le domaine des technologies immersives. Les États membres sont convenus d'agir ensemble dans ces deux domaines vitaux et demandent à la Commission de soutenir la définition d'objectifs spécifiques pour le secteur des TIC dans le cadre de la transition écologique et le développement de technologies immersives dans le respect des valeurs de l'Union.

Bruno Le Maire, ministre français de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a déclaré: « *L'Assemblée numérique marque la fin de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. En 6 mois, la présidence française a franchi des étapes majeures, notamment l'adoption de la législation sur les marchés numériques et de celle sur les services numériques visant à rendre les plateformes numériques responsables, et lancé des initiatives telles que Scale Up Europe, qui vise à renforcer les écosystèmes innovants de l'UE. Je suis fier de constater qu'au cours de l'événement d'aujourd'hui, les États membres sont convenus d'accélérer encore la transition écologique et numérique et de renforcer les capacités de l'UE dans le domaine des technologies immersives. Ils ont également conclu à la nécessité d'aller plus loin dans la souveraineté dans le secteur du cloud et dans la propriété des données. Cela est essentiel si l'UE veut atteindre ses objectifs numériques à l'horizon 2030. Je sais que la République tchèque poursuivra ces efforts et je leur adresse tous mes vœux de succès pour la future présidence.* »

Thierry Breton, commissaire au Marché intérieur, s'est exprimé en ces termes: «*Plus que jamais il est important de maintenir l'Ukraine aussi près que possible du marché unique de l'UE. Ces derniers mois, l'Union européenne a déjà fait preuve d'une forte solidarité à l'égard de l'Ukraine. Toutefois, des efforts considérables sont encore nécessaires pour reconstruire le pays. Offrir une coordination et une structure au niveau de l'Union nous aidera à accroître et pérenniser le soutien au secteur numérique ukrainien.*»

L'édition 2022 de l'Assemblée numérique a également été consacrée aux [objectifs pour 2030](#) définis dans la [communication de la Commission sur la décennie numérique](#), notamment en ce qui concerne les compétences numériques, les infrastructures numériques, la chaîne de valeur numérique et la transformation numérique. Des suggestions d'actions ont été faites, par exemple, pour atteindre l'objectif en matière de [compétences](#), notamment en ce qui concerne la manière d'atteindre le nombre de 20 millions de spécialistes des TIC d'ici à 2030, la convergence entre les hommes et les femmes, ainsi que l'augmentation du nombre d'experts sectoriels utilisant les technologies numériques avancées.

Tech4UA: mobilisation des acteurs numériques pour l'Ukraine

Le commissaire Breton, en coopération avec la présidence française et des représentants clés du secteur technologique, a garanti le maintien du soutien au secteur numérique ukrainien, en particulier en ce qui concerne les équipements, en plus des 25 millions d'euros déjà fournis par la Commission. Cette session a également été marquée par le lancement d'une plateforme spécialisée dans les technologies numériques pour les dons d'équipements à l'Ukraine. Basée en Slovaquie, cette plateforme permettra de réduire les formalités administratives à la frontière pour les entreprises qui font don d'équipements, et de couvrir les coûts de transport. En outre, les participants ont convenu d'offrir une coordination et une structure au niveau de l'UE pour assurer un soutien technique continu, et ont discuté de l'association imminente de l'Ukraine au [programme pour une Europe numérique](#). Les principaux objectifs sont les suivants: soutenir la population de l'Ukraine et les réfugiés, contribuer au rétablissement des infrastructures de connectivité et permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités.

L'avenir de l'internet: renforcement des capacités technologiques de l'UE

Au cours de cette session consacrée à l'avenir de l'internet, des représentants de l'UE, des ministres et des parties prenantes ont réaffirmé leur volonté de protéger et de respecter les droits de l'homme en ligne et dans le monde numérique. Les participants ont appelé, entre autres, à poursuivre le développement du secteur européen des semi-conducteurs, par l'intermédiaire du [règlement européen sur les semi-conducteurs](#), afin de parvenir à une part de marché mondiale de 20 % d'ici à 2030, à investir dans les technologies numériques, ainsi qu'à développer les technologies immersives dans le respect des valeurs européennes, des droits fondamentaux et de la réglementation. À la suite du débat qui a eu lieu lors de l'Assemblée numérique, les États membres commenceront à discuter des actions concrètes permettant de tirer parti des possibilités offertes par les technologies immersives, conformément aux valeurs fondamentales européennes.

Vers une transition écologique et numérique réussie en Europe

La [transition numérique](#) et une utilisation plus intelligente et plus écologique des technologies aideront l'UE à réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 et à faire de l'Europe le premier continent neutre pour le climat d'ici à 2050, comme le prévoient le [pacte vert pour l'Europe](#) et la [loi européenne sur le climat](#). En parallèle de l'Assemblée numérique de cette année, les ministres des États membres ont discuté des actions concrètes visant à réduire l'empreinte environnementale du secteur numérique, l'objectif étant d'exploiter pleinement le potentiel des technologies afin de le transformer en un levier pour la [transition environnementale](#), ainsi que de surveiller et d'optimiser le coût environnemental du secteur numérique. Une déclaration sera publiée [ici](#) le vendredi 24 juin.

Rapport du groupe de travail européen sur les communs numériques: vers une infrastructure numérique souveraine des communs

Les membres du [groupe de travail sur les communs numériques](#), créé en février 2022 lors de la conférence [«Construire la souveraineté numérique de l'Europe»](#), se sont réunis lors de l'Assemblée numérique pour discuter des possibilités de financement, de la création d'un incubateur européen pour les communs numériques, ainsi que des moyens ou d'une structure permettant de fournir des orientations et une assistance aux États membres. Les résultats de ces discussions sont disponibles dans un rapport publié [en ligne](#). Les communs numériques sont des ressources numériques non rivales et non exclusives définies par une production, une gestion et une gouvernance partagées. Cette initiative vise à permettre à l'Europe de faire un pas en avant en répondant aux besoins des communs numériques afin de libérer tout leur potentiel pour l'économie, la sécurité, la résilience et la démocratie de l'Europe, conformément aux valeurs et aux principes de l'Union.

Pour en savoir plus

[Assemblée numérique 2022](#)

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire : presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr - +33 (0)1 53 18 41 13

European Commission spokesperson for digital, research and innovation : johannes.bahrke@ec.europa.eu - +32 2 295 86 15